

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

16 juin 2022

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'arrêté royal
n° 72 du 10 novembre 1967
relatif à la pension de retraite et
de survie des travailleurs indépendants
en ce qui concerne les droits
de pension des travailleurs indépendants à
titre complémentaire**

(déposée par Mme Maggie De Block
et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

16 juni 2022

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het koninklijk besluit
nr. 72 van 10 november 1967
betreffende het rust- en
overlevingspensioen der zelfstandigen
wat de pensioenrechten
van zelfstandigen in bijberoep betreft**

(ingediend door
mevrouw Maggie De Block c.s.)

RÉSUMÉ

Les travailleurs indépendants à titre complémentaire dont les revenus se situent entre le seuil de cotisation minimal pour les travailleurs indépendants à titre complémentaire et le seuil de cotisation minimal pour les travailleurs indépendants à titre principal paient des cotisations de sécurité sociale qui ne leur permettent pas de se constituer des droits en matière de pension. Cette proposition de loi vise à leur octroyer ces droits à certaines conditions.

SAMENVATTING

Zelfstandigen in bijberoep van wie het inkomen zich bevindt tussen de minimale bijdragedrempel voor zelfstandigen in bijberoep en de minimale bijdragedrempel voor de zelfstandigen in hoofdberoep betalen vandaag wel sociale bijdragen maar bouwen daar geen pensioenrechten voor op. Dit wetsvoorstel sterkt er toe om deze pensioenrechten onder bepaalde voorwaarden wel toe te kennen.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le régime des travailleurs indépendants, la pension de retraite et la pension de survie sont calculées sur la base (1) de la durée de la carrière, (2) des revenus et des cotisations versées au cours de la carrière et (3) de la situation familiale durant la retraite.

La carrière inclut tant les périodes d'occupation effective comme travailleur indépendant que les périodes d'inactivité assimilées par le Roi à des périodes d'activité.

En ce qui concerne les périodes d'occupation en tant que travailleur indépendant, seules sont prises en compte les cotisations supérieures au seuil de cotisation minimal applicable aux travailleurs indépendants à titre principal. Cela signifie que les travailleurs indépendants à titre complémentaire dont les revenus se situent entre le seuil de cotisation minimal pour les travailleurs indépendants à titre complémentaire (1 553,58 euros pour l'année de revenus 2021) et le seuil de cotisation minimale pour les travailleurs indépendants à titre principal (14 042,57 euros pour l'année de revenus 2021) paient des cotisations de sécurité sociale qui ne leur permettent pas de se constituer des droits en matière de pension. Il en va de même pour les travailleurs indépendants à titre principal qui paient les cotisations réduites applicables aux travailleurs indépendants à titre complémentaire (disposition dite de l'"article 37"). Pour rappel, le taux de cotisation applicable aux travailleurs indépendants à titre principal et complémentaire sur la première tranche de revenus (60 638,46 euros pour l'année de revenus 2021) est de 20,5 %, sauf pour les pensionnés encore actifs comme travailleurs indépendants, qui paient une cotisation réduite de 14,7 %.

Il ressort du rapport 2017/01 du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants concernant le statut de l'indépendant à titre complémentaire, qu'au cours de l'année de revenus 2015, les revenus de 23,5 % des travailleurs indépendants à titre complémentaire se situaient précisément entre le seuil de cotisation minimal des travailleurs indépendants à titre complémentaire principal et le seuil de cotisation minimal des travailleurs indépendants à titre principal. Il n'y a aucune raison de penser que ce pourcentage a fondamentalement changé depuis lors. Selon l'ONSS, il y avait, en 2020, 293 567 travailleurs indépendants qui exerçaient une activité indépendante à titre complémentaire.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het rustpensioen en het overlevingspensioen binnen het zelfstandigenstelsel worden bepaald op grond van 1) de lengte van de loopbaan, 2) de inkomsten en bijdragebetaling tijdens die loopbaan en 3) de gezinstoestand tijdens het pensioen.

De loopbaan omvat zowel de werkelijke periodes van beroepsbezigheid als zelfstandige als de periodes van non-activiteit die door de Koning gelijkgesteld worden met een periode van activiteit.

Voor wat de periodes van beroepsbezigheid als zelfstandige betreft, komen alleen de bijdragen in aanmerking die de minimale bijdragedrempel voor de zelfstandigen in hoofdberoep overschrijden. Dit betekent dat zelfstandigen in bijberoep van wie het inkomen zich bevindt tussen de minimale bijdragedrempel voor zelfstandigen in bijberoep (= 1 553,58 euro voor het inkomstenjaar 2021) en de minimale bijdragedrempel voor de zelfstandigen in hoofdberoep (= 14 042,57 euro voor het inkomstenjaar 2021) wel sociale bijdragen betalen, maar daarvoor geen pensioenrechten opbouwen. Hetzelfde geldt voor zelfstandigen in hoofdberoep die de verminderde bijdragen betalen die van toepassing zijn voor zelfstandigen in bijberoep (het zogenaamde art. 37). Ter herinnering: het bijdragepercentage voor zelfstandigen in hoofd- en bijberoep op de eerste inkomensschijf (= 60 638,46 euro voor het inkomstenjaar 2021) bedraagt 20,5 %, met uitzondering van gepensioneerden die nog als zelfstandige actief zijn. Zij betalen een lagere sociale bijdrage van 14,7 %.

Uit het verslag 2017/01 m.b.t. het statuut bijberoep van het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen blijkt dat in het inkomstenjaar 2015 23,5 % van de zelfstandigen in bijberoep zich bevonden tussen de minimale bijdragedrempel voor zelfstandigen in bijberoep en de minimale bijdragedrempel voor zelfstandigen in hoofdberoep. Er is geen reden om aan te nemen dat dit percentage sindsdien fundamenteel veranderd is. Volgens het RSVZ waren er in het jaar 2020 293 567 zelfstandigen in bijberoep actief.

Cela veut dire cette année-là, environ 70 000 travailleurs indépendants à titre complémentaire ont payé des cotisations sociales sans obtenir de droits sociaux en contrepartie.

Les travailleurs indépendants à titre complémentaire qui combinent ce statut avec un emploi à temps partiel en tant que travailleur salarié durant une longue période constatent au moment de leur départ à la retraite que la pension totale qu'ils perçoivent est considérablement moins élevée que s'ils avaient eu un statut unique de travailleur salarié ou indépendant pendant la période visée.

Cette situation est déséquilibrée et intenable. C'est l'un des obstacles qui dissuadent les travailleurs de s'installer comme indépendant à titre complémentaire et de développer leur activité.

Le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants a déjà indiqué précédemment que cette situation était problématique, dès lors que toute cotisation versée par un travailleur indépendant devrait en principe ouvrir des droits (voir notamment le rapport 2017/01 concernant le statut de l'indépendant à titre complémentaire).

En outre, le caractère problématique de cette injustice a été renforcé par l'alignement du calcul des pensions des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants prévu par la loi du 15 juin 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux régimes de pension des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en ce qui concerne le calcul de la pension proportionnelle. Cette loi a supprimé le coefficient de correction pour le calcul de la pension des travailleurs indépendants à partir de l'année 2021. Le coefficient de correction pour l'année de revenus 2019 s'élève encore à 0,691542, ce qui signifie qu'à peine 69,1542 % des revenus de cette année sont pris en compte pour le calcul de la pension. À partir de l'année de carrière 2021, 100 % des revenus seront pris en considération. Cet alignement du calcul des pensions constitue un pas important en vue de l'harmonisation des différents statuts mais déplace donc aussi la question vers la situation des travailleurs indépendants à titre complémentaire. Pourquoi? Avant l'alignement du calcul de la pension, on pouvait dire que la plupart des travailleurs indépendants n'avaient droit – notamment en raison du coefficient de correction – qu'à une pension proportionnelle peu élevée et devaient donc faire appel à la pension minimum. De leur côté, les travailleurs indépendants à titre complémentaire avaient déjà souvent droit à une pension supérieure à la pension minimum grâce à leur carrière de travailleur salarié ou de fonctionnaire. L'octroi d'une pension complémentaire à partir du régime des travailleurs indépendants n'était

Dit betekent dat in 2020 ongeveer 70 000 zelfstandigen in bijberoep sociale bijdragen hebben betaald, maar daar geen sociale rechten voor terugkrijgen.

Bij zelfstandigen in bijberoep die dit statuut lange tijd met een deeltijdse tewerkstelling als werknemer combineren, leidt dit bij de pensionering tot pijnlijke vaststellingen dat het totale pensioen aanzienlijk lager ligt dan wanneer zij tijdens de betrokken jaren alleen werknemer of alleen zelfstandige waren geweest.

Deze situatie is onevenwichtig en onhoudbaar. Het is één van de drempels voor mensen om als zelfstandige in bijberoep te beginnen en hun activiteit te ontwikkelen.

In het verleden heeft ook het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen aangegeven dat deze situatie problematisch is, aangezien elke bijdrage die een zelfstandige betaalt in principe aanleiding zou moeten geven tot het openen van rechten (zie o.a. verslag 2017/01 m.b.t. het statuut bijberoep).

Het problematisch karakter van deze onrechtvaardigheid is bovendien versterkt sinds de gelijkschakeling van de pensioenberekening van werknemers en zelfstandigen door de wet van 15 juni 2021 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de pensioenregelingen voor werknemers en zelfstandigen, wat betreft de berekening van het proportioneel pensioen. Deze wet schafte de correctiecoëfficiënt voor de berekening van het zelfstandigenpensioen af vanaf het loopbaanjaar 2021. De correctiecoëfficiënt voor het inkomstenjaar 2019 bedraagt nog 0,691542, wat betekent dat slechts 69,1542 % van het inkomen van dat jaar in aanmerking wordt genomen voor de berekening van het pensioen. Vanaf het loopbaanjaar 2021 wordt 100 % van het inkomen in aanmerking genomen. Deze gelijkschakeling van de pensioenberekening is een belangrijke stap in de harmonisering van de verschillende statuten, maar het verschuift de aandacht dus ook naar de situatie van de zelfstandigen in bijberoep. Waarom? Vóór de gelijkschakeling van de pensioenberekening kon men stellen dat het merendeel van de zelfstandigen – o.a. als gevolg van de correctiecoëfficiënt – op een laag proportioneel pensioen kwam en dus beroep moest doen op het minimumpensioen. Zelfstandigen in bijberoep kwamen op basis van hun loopbaan als werknemer of ambtenaar vaak reeds aan een pensioen dat het minimumpensioen overschreed. De toekenning van een bijkomend pensioen vanuit het zelfstandigenstelsel werd aldus door sommigen niet als een prioriteit aanzien. Door de gelijkschakeling van de

donc pas considéré comme une priorité par certains. Suite à l'alignement du calcul des pensions, la pension proportionnelle d'un nombre croissant de travailleurs indépendants va toutefois dépasser le montant de la pension minimum. Il sera alors encore plus difficile de justifier que les travailleurs indépendants à titre complémentaire qui paient des cotisations sociales qui, sur une base trimestrielle, sont inférieures aux cotisations minimales des travailleurs indépendants à titre principal, ne se constituent, sur cette base, aucun droit en matière de pension proportionnelle.

C'est pourquoi nous proposons qu'à partir de l'année 2023, les cotisations sociales payées par les travailleurs indépendants à titre complémentaire contribuent bien à la constitution de droits en matière de pension dès qu'elles atteignent au total – et donc sur plusieurs trimestres – un seuil déterminé. Le Roi fixera ce montant minimal mais nous souhaitons que ce montant suive l'évolution des cotisations minimales des travailleurs indépendants à titre principal.

pensioenberekening zal het proportioneel pensioen van meer en meer zelfstandigen echter het minimumpensioen overschrijden. Op dat moment is het nog minder verantwoordbaar dat zelfstandigen in bijberoep die sociale bijdragen betalen die op kwartaalbasis echter onder de minimumbijdrage voor zelfstandigen in hoofdberoep liggen, daarvoor geen proportionele pensioenrechten zouden opbouwen.

Wij stellen daarom voor om, vanaf het jaar 2023, sociale bijdragen die door zelfstandigen in bijberoep betaald worden wel tot de opbouw van pensioenrechten te doen leiden zodra ze in totaal – dus over verschillende kwartalen heen – een bepaald minimumbedrag bereiken. De hoogte van het minimumbedrag wordt door de Koning bepaald, maar wij wensen dat dit bedrag mee evolueert met de minimumbijdrage van zelfstandigen in hoofdberoep.

Maggie DE BLOCK (Open Vld)
Egbert LACHAERT (Open Vld)
Marianne VERHAERT (Open Vld)
Tania DE JONGE (Open Vld)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

L'article 15, § 5, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants est complété par ce qui suit:

“À partir de l'année 2023, les cotisations payées pour plusieurs trimestres en vertu de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants par tout travailleur indépendant qui exerce habituellement et en ordre principal une autre activité professionnelle ou par des personnes assimilées sont additionnées afin d'être prises en compte pour la détermination de la carrière de travailleur indépendant lorsqu'elles atteignent un montant minimum. Le Roi fixe ce montant minimum, ainsi que les modalités selon lesquelles les cotisations afférentes à différents trimestres sont additionnées.”

23 mai 2022

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 15, § 5 van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen wordt aangevuld als volgt:

“Vanaf het jaar 2023 worden de bijdragen die voor verschillende kwartalen krachtens het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen betaald zijn door de zelfstandige die gewoonlijk en hoofdzakelijk een andere beroepsbezigheid uitoefent of door personen die daarmee zijn gelijkgesteld, samengeteld om bij het bereiken van een minimumbedrag in aanmerking te worden genomen voor de vaststelling van de loopbaan als zelfstandige. De Koning bepaalt de hoogte van dit minimumbedrag en de nadere regels hoe de bijdragen van verschillende kwartalen worden samengeteld.”

23 mei 2022

Maggie DE BLOCK (Open Vld)
Egbert LACHAERT (Open Vld)
Marianne VERHAERT (Open Vld)
Tania DE JONGE (Open Vld)